



Armés pour éradiquer la pauvreté ou juste pour construire des routes ? Le Président Michel Martelly et Andris Piebalgs, le Commissaire au Développement de l'UE lancent les travaux sur le troisième tronçon de la Route Nationale 3, financée par l'UE, reliant Hinche à Cap Haïtien.
Source : page Facebook de Michel Martelly

Le développement européen : trouver la bonne voie

Recherche agenda pour le changement

Ce rapport, dont la publication est passée presque inaperçue, reste dur à trouver (chercher sous 'documents' sur http://www.europarl.europa.eu/mecd/2009_2014). Mais ce document sans titre, rédigé par cinq députés de la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen au terme d'une mission de quatre jours en Haïti contient des recommandations (dont beaucoup s'apparentent plus à des demandes) qui mettent le doigt sur les carences de la politique de développement européenne.

Personne, et certainement pas la Commission Européenne, responsable de l'aide au développement en Haïti par l'intermédiaire de la

Direction Générale du Développement et de la Coopération – EuropeAid (DG DEVCO), ne s'attendait à la publication de ce rapport. « Il n'aurait pas dû être publié, » a insisté l'un des employés de la CE travaillant sur Haïti. Quant à une réaction : « Il n'en mérite aucune. »

Qu'a donc tant contrarié la CE dans ce rapport ? En premier lieu, l'exigence d'une information véritable et d'une vraie responsabilité. Ce rapport réitère une demande, déjà formulée par les MPE avant leur mission, à savoir obtenir « une liste des projets réalisés au cours des 15 dernières années en Haïti accompagnée d'une évaluation détaillée de leur degré d'avancement. »

Le fait est que ce rapport survient alors que les informations sont rares. Cela fait plus de 15 ans que le déboursement de l'aide européenne pour le développement en Haïti n'a pas été évalué. La mention des 114 projets et programmes de développement individuels sur le site de la Délégation de l'UE à Port-au-Prince se résume actuellement à un nom, un chiffre et une description sommaire.

Cela n'a pas empêché le Commissaire Piebalgs d'affirmer que le site web de la Délégation à Port-au-Prince fournit « une vue d'ensemble détaillée des programmes, » dans une lettre de trois pages qui demeure la seule réponse au rapport des MPE jusqu'à présent. « Ce sont

les résultats qui comptent, c'est un fait » a-t-il déclaré à maintes reprises sur la question des dépenses de l'UE pour le développement. Et, en Haïti, ce sont justement les résultats, sous forme de rapports d'évaluation et d'impact, qui font cruellement défaut.

En réalité, nous n'avons aucun détail sur ce que fait l'UE en Haïti ni surtout sur ce qu'elle estime y accomplir. Et l'UE, elle ? « Vous ne pouvez pas publier ce que vous n'avez pas, et vous ne publiez pas ce que vous savez être inadéquat, » explique un expert en évaluation du développement qui travaille avec la Délégation européenne à Port-au-Prince depuis des années.



« Honnêtement, c'est l'UE qui a choisi les routes, pas nous... » Price Pady, Ordonnateur National pour l'argent provenant du FED en Haïti et João de Santana, Chef des Opérations à Port-au-Prince, en conversation à cœur ouvert avec les MPE en visite en février.

L'UE propose un nouveau rôle pour les OSC

Les OSC comme observateurs critiques : vœu pieux ou ascenseur pour l'échafaud ?



Sur le qui vive. Les dirigeants des Organisations de la Société Civile (OSC) rencontrent les MPE en Haïti. La Commission Européenne veut que les OSC jouent un rôle d'observateurs critiques, « pas uniquement pour leur propre gouvernement mais aussi pour nous. »

Le Programme pour le Changement, le projet européen pour une restructuration de la politique de développement, attribue un rôle central aux Organisations de la Société Civile (OSC). « Nous avons jusque-là travaillé avec les ONG pour la provision des services. Ceci reste crucial... mais nous devrions aller plus loin, » explique Kristian Schmidt, Directeur du Développement Humain et de la Société de la Direction Générale européenne du Développement et de la Coopération – EuropeAid (DG DEVCO). « Les ONGs devraient aussi nous aider à surveiller ce que nous faisons – par exemple en aidant les gouvernements à rester redevables quant à l'efficacité de l'aide afin que les OSC puissent plus jouer un rôle d'observateurs critiques – pas uniquement de leur propre gouvernement mais de nous, la Commission Européenne, aussi. »

Vieux pieux ou ascenseur pour l'échafaud ? Probablement les deux.

Schmidt semblait employer 'ONG' (Organisa-

tion Non Gouvernementale) et 'OSC' (Organisation de la Société Civile) de façon interchangeable. En Haïti, « ONG » désignent généralement les organisations de développement étrangères, tandis que les « OSC » sont essentiellement nationales et recouvrent un champ plus large, des groupes d'action locale aux think-tanks.

Ces OSC sont souvent financées par des ONG, et leur rôle dans ce 'partenariat' est de favoriser le changement en promouvant activement un développement axé sur la lutte contre la pauvreté.

C'est sur cette expertise que Schmidt veut s'appuyer pour mettre en œuvre le Programme pour le Changement. « Je conseillerais à mes collègues faisant partie de Délégations d'aller rencontrer la société civile sur le terrain, » a-t-il affirmé lors de l'ouverture d'une consultation UE-OSC à Bruxelles en mai. « Mon conseil à la société civile est identique : affirmez-vous plus et vous verrez que l'Europe vous soutient. »

Tout ceci est très prometteur, et le HSG s'en

réjouit, en principe ; en pratique ceci pose toutefois trois problèmes potentiels évidents.

D'abord, qu'entend-on par 'société civile' en Haïti ? Pour nous, cela désigne les forces progressistes actualisant le type de politique progressiste décrite plus haut. Cela dit, alors que les donateurs octroyaient de plus en plus d'importance à la société civile et mettaient des fonds non négligeables à sa disposition, diverses compagnies et groupes du secteur privé ont coopté le terme. Or, le concept d'inclusion, central dans le Programme pour le Changement, n'a aucun sens s'il n'implique pas une option préférentielle pour ceux ayant été jusqu'alors exclus du débat, et, en conséquence, un effacement de ceux qui menaient le jeu jusqu'à présent.

Le changement pourrait commencer dès maintenant. La délégation de l'UE à Port-au-Prince affirme être déjà en consultation avec la société civile au sujet de leurs négociations relatives au budget avec le gouvernement. En fait, il s'avère que leur interlocuteur choisi est l'

« Initiative de la Société Civile » (ISC), groupe rassemblant des intérêts commerciaux privés déjà surreprésentés dans et par le gouvernement de Martelly. « Ce n'est pas l'idéal, » avoue un représentant de la délégation de l'UE.

Deuxièmement : cette consultation sera-t-elle significative ou est-elle purement formelle ? Une des raisons pour lesquelles les OSC progressistes ont quasiment cessé de traiter avec les donateurs internationaux de premier plan comme l'UE est qu'elles estiment que leurs vœux et solutions ne sont jamais prises en compte.

« Notre expérience jusqu'à ce jour montre qu'ils n'acceptent d'entendre que ceux avec qui ils sont d'accord, » déclare Antonal Mortimé de la Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH), et qui a, pas plus tard qu'en mai, tenté, sans succès, de mener un groupe d'OSC à la délégation européenne à Port-au-Prince. Une fois le contact établi, l'UE va s'apercevoir qu'il n'existe aucune confiance parmi les dirigeants des OSC.

Dernièrement : le niveau d'attentes de l'UE est-il vraiment réaliste et les OSC ne risquent-elles de devenir des bouc-émissaires ? Beaucoup ont le sentiment, particulièrement en Haïti, que les OSC se retrouvent avec la mission de réussir là où la délégation de l'UE a échoué : s'approprier le pouvoir de ces réseaux nébuleux influant sur le gouvernement et freinant tout changement (voir article principal) tout en promouvant la vision anti-pauvreté et pro-inclusion qui est la leur.

Si les OSC sont en train de se faire avoir, leur fera-t-on porter le chapeau si elles n'obtiennent aucun résultat là où il n'y en a encore jamais eu ? Certains dirigeants d'OSC craignent de finir par se retrouver en première ligne – peut-être littéralement – pour avoir défendu avec plus de virulence ce que d'autres dans la Délégation Européenne prétendent soutenir et ont beaucoup plus de moyens et de liberté pour accomplir.

Certains voient un certain cynisme dans cette volonté de transformer les OSC en observateurs

critiques, en agents du changement que l'UE n'a pas su être. Si c'est là le maximum que l'on puisse espérer en sous-traitance politique, on est en droit de se demander si les OSC ne risquent pas de devenir de parfaits bouc-émissaires.

Rendons toutefois justice à l'UE : la nouvelle vision reconnaît que les OSC ont besoin d'un renforcement de leur capacité et de leurs ressources de formation, un besoin qui est aussi ressenti au niveau du personnel de l'UE. Ces deux derniers mois, la dernière fournée d'agents de liaison avec les OSC issus des 118 Délégations de l'UE ont terminé leur formation à Bruxelles : *Engager stratégiquement la coopération avec la société civile*. Ce stage a été mis en place suite à une consultation en ligne de l'UE avec la société civile qui n'a servi qu'à révéler la profondeur du gouffre entre attentes et réalité : nulle des OSC que nous connaissons en Haïti n'aurait eu le temps, la possibilité ou les moyens de remplir ce questionnaire. On n'est pas encore au bout de nos peines.

► suite de la page 1

Les membres de la Délégation européenne à Port-au-Prince se plaignent d'un problème de capacité depuis des années : les effectifs du personnel se sont effondrés et certains postes clés restent vacants. C'est le comble de l'ironie dans un pays où le manque de capacité du gouvernement haïtien à gérer les projets, fournir des données et remplir les conditions imposées est une des critiques récurrente des donateurs.

Cette exigence d'une évaluation détaillée s'inscrivait dans une critique du manque de redevabilité et de transparence beaucoup plus générale de la part des MPE, qui ont conclu que « les systèmes de contrôles des fonds dépensés par les voies gouvernementales en Haïti sont le plus souvent inadéquats et la justification des dépenses des fonds européens est loin d'être satisfaisante. »

C'est toutefois sur la question cruciale du logement que les MPE se sont montrés le plus déterminés à user de la force de levier exercée par l'aide européenne. Remarquant que parmi les 18 ministres et 19 Secrétaires d'Etat, « aucun n'est affecté au logement, » la quatrième

recommandation du rapport exhorte « les autorités haïtiennes à établir une stratégie et un plan d'action détaillés pour le logement (social). » Le cas échéant, « le soutien de l'UE à l'Etat haïtien devrait être réduit, voire interrompu, » stipule le rapport.

Pratiques, Potentiel, Nids de Poule

En quoi tout ceci est-il important ? D'abord parce que l'UE est le plus grand bailleur de fonds en Haïti. Or, comme elle l'admet elle-même, l'UE n'a obtenu que de piètres résultats dans « la réduction, et, à long terme, l'éradication, de la pauvreté », objectif premier de l'UE selon l'Article 208 du Traité de Lisbonne.

A la Conférence des Donateurs qui a suivi le séisme (New York, 31 mars 2010), l'UE a promis 522 millions d'euros. Il s'agissait essentiellement d'aide humanitaire que l'UE gère elle-même par l'intermédiaire d'une DG et d'un commissaire séparés.

Le budget d'aide au développement géré par la DG DEVCO et le Commissaire Piebals est toutefois encore plus conséquent en Haïti puisqu'il s'élève à 753 millions d'euros pour la période budgétaire

des Perspectives Financières actuelles de l'UE (2007-2013).

37,4% de l'aide européenne (soit 281,5 millions d'euros) finance des travaux d'infrastructure majeurs – notamment des grandes routes ; 20,9 % (157,5 millions d'euros) finance l'aide humanitaire dite continue et des programmes de protection civile, et 19,1% (143,8 millions d'euros) alimente un appui budgétaire général au gouvernement haïtien, essentiellement pour la fourniture de services publics de base.

Les fonds alloués aux programmes plus susceptibles de réduire la pauvreté sont bien moindres : sécurité alimentaire et développement rural reçoivent 40 millions d'euros (5,3% du total) ; décentralisation et gouvernement local, dont dépendent en grande partie la fourniture des services publics, reçoivent 38,85 millions d'euros (5,1% du total) ; initiatives de la société civile et renforcement des capacités reçoivent 27 millions d'euros (3,6% du total).

Le vrai test que l'UE doit passer sur ses dépenses pour la réduction de la pauvreté dans les Pays les Moins Avancés (PMA) est celui des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de

l'ONU établis en 2000. Selon l'ONU, Haïti a accumulé du retard pour quatre de ces objectifs (dont une réduction de la mortalité infantile de deux tiers et de la mortalité maternelle de trois quarts), et ne peut être évalué pour deux des autres objectifs faute de données.

C'est le cas pour l'« éradication de la pauvreté extrême et de la faim », objectif crucial s'il en est, consistant à réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim et vivant avec 1 dollar par jour. Mais là où l'ONU prétend ne pouvoir se prononcer, en décembre 2011, l'UE a elle jugé nécessaire d'allouer 20 millions d'euros d'aide d'urgence à Haïti afin d'« assurer un meilleur accès à la nourriture aux foyers les plus démunis. » Cette dépense était destinée à stimuler la production agricole locale en encourageant les cantines scolaires à acheter de la nourriture produite localement, en construisant des infrastructures de stockage alimentaire et en réparant les systèmes d'irrigation.

Voici exactement le type de dépenses que le HSG, entre autres, fera tout pour promouvoir tandis que s'ouvrent les négociations sur les priorités pour l'allocation des

prochaines dépenses de l'UE (pour 2014-2020). De pareils déboursments d'urgence amènent aussi inévitablement à se demander pourquoi, si le but visé est la réduction de la pauvreté, l'UE n'alloue pas une part plus conséquente de son budget général à ce type de dépenses.

Folie des voyages ou voie sans issue ?

La logique poursuivie veut que l'Europe, en tant que donateur de premier plan, doté d'énormes budgets, effectue des développements infrastructurels majeurs, et, lors de la répartition des secteurs entre les donateurs majeurs, l'UE a choisi les grandes routes. Le gouvernement haïtien a-t-il eu son mot à dire ? Pas sûr... L'UE est formelle : les routes sont le choix de Port-au-Prince – ce que nie Price Pady, Ordonnateur National pour l'argent provenant du Fonds Européen de Développement (FED) en Haïti.

« Honnêtement, c'est l'UE qui a choisi de cibler les dépenses actuelles sur les routes, pas nous, » explique Pady. Quand, lors d'une réunion à Bruxelles en juillet 2010, à laquelle a assisté le HSG, la responsable du bureau haïtien a repris le refrain officiel, Irchad RAZAALY, de la

Représentation Permanente de la France auprès de l'UE, a rétorqué : « Vous dites toujours que le gouvernement local a choisi les routes comme priorité. C'est curieux : tout le monde fait le même choix dans tous les pays où vous travaillez ! »

L'importance accordée aux routes reflète néanmoins une évolution dans l'approche du développement en Haïti ces dernières années – à savoir : seuls des investissements publics accrus dans les infrastructures de base pourront attirer de réels investissements privés (étrangers ou nationaux). Cette approche a beau être pertinente, il ne faut pas perdre la réalité de vue. Dans les dépenses européennes allouées au développement, la création de contrats pour les compagnies et consultants européens (voir le *Haïti Briefing* No 69) comptent autant que ledit développement. Ces infrastructures bénéficieront à qui a les moyens de voyager en Haïti ; or ceux nécessitant le plus une réduction de la pauvreté (but affiché de ces dépenses) ne peuvent se le permettre : de plus, ils sont nombreux à vivre loin de toute route – sans même parler de nationale.

Améliorer les routes comporte des dangers. « Les routes risquent

d'ouvrir certaines zones à l'extraction, de mener à l'étouffement de l'agriculture locale, à l'abattage des arbres pour la production de charbon, » rappelle Gotson Pierre d'Alterpresse, l'organe de presse alternative principal en Haïti. « A moins d'être construites dans le cadre d'un plan de développement intégré, de nouvelles routes risquent d'annuler les efforts de décentralisation. La ville attire de plus en plus gens et emplois, et on se met à importer encore plus de denrées alimentaires. »

Ce dilemme montre à quel point une vision fragmentée du développement peut être contre-productive. Traiter chaque problème isolément risque d'en créer ou d'alimenter bien d'autres, sapant ainsi les objectifs principaux du processus. Et ceci est vrai tant au niveau national qu'international : tout progrès dans la réduction de la pauvreté peut être entièrement détruit par l'impact plus large d'autres politiques européennes non axées sur le développement.

Cette ouverture forcée des marchés en développement aux exportations européennes dans le cadre de la politique commerciale européenne n'en est qu'un exemple

frappant. Le cas des Accords de Partenariat Économique (APE), dont le nom est plutôt trompeur, est classique : ils ouvriront les marchés haïtiens aux biens européens et en échange, ouvriront les marchés européens à un pays qui n'exporte quasiment rien. Les APE symbolisent la politique de la promotion de la concurrence plutôt que de la coopération dans toute sa splendeur, et, pire, la mise en avant de prétentions au développement pour ce faire.

Selon le Traité de Lisbonne, l'UE a la responsabilité légale de s'assurer que ses politiques sur l'agriculture, le commerce, l'énergie, le changement climatique et les impôts ne nuisent pas aux objectifs du développement. Le problème est que si la Délégation de l'UE en Haïti ne peut prouver que l'impact de leurs propres projets a bien été évalué, comment peut-elle espérer évaluer l'impact d'une politique internationale bien plus complexe et d'envergure autrement plus large ?

Appui budgétaire : levier, S.V.P. !

Une large proportion de l'aide européenne (19,1%) dans tous les secteurs est canalisée par le gou-

Publié par le Haiti Support Group, 49 Stanger Road, London SE25 5LD
Tél : 0208 676 1347

Contact : info@haitisupportgroup.org

Design : Smith+Bell (www.smithplusbell.com)

Texte original de Phillip Wearne

Rédaction : Anne McConnell
Andy Leak
Christian Wisskirchen

Traduit de l'anglais par Marie Fournier

Révision de texte : Andy Leak
Andy Taylor

► from page 3

vernement haïtien sous la forme de ce que l'on appelle appui budgétaire. L'UE n'est pas le seul donateur étranger à fournir un appui budgétaire, mais c'est de loin le plus important. Or l'appui budgétaire est souvent critiqué, surtout pour des pays comme Haïti où les contrôles d'efficacité sont jugés faibles, et les pots-de-vin, la corruption et les malversations trop courants. Les opposants soutiennent que cela encourage l'attentisme et n'incite guère à lever des impôts.

L'expérience de l'alternative principale (distribuer les fonds par l'intermédiaire des ONG, sans passer par les voies gouvernementales) a toutefois convaincu le HSG et nos partenaires de la société civile que l'appui budgétaire reste la meilleure option. Nous sommes persuadés que le seul espoir, pour la population haïtienne, de s'acheminer vers une véritable responsabilité publique est de déboursier les fonds des donateurs par l'intermédiaire des ministères et institutions haïtiens, dans le cadre d'un plan de développement national, consensuel, cohérent et coordonné.

L'argument comme quoi ceci serait impossible du fait de la faiblesse et de la corruption des ministères ou institutions haïtiens est une prophétie auto-réalisatrice. Aucune autre forme d'aide ne donne aux donateurs autant de force de levier pour combattre la corruption, être plus efficaces et effectuer les changements qu'ils prétendent vouloir. Le seul moyen sûr de renforcer la capacité dans les ministères du gouvernement est de faire transiter l'argent – et la responsabilité – par eux.

Il s'agit donc moins de savoir si l'appui budgétaire est souhaitable ou non que si la force de levier qu'il donne est réellement mise à profit et à quel effet, et comment nous pouvons, nous, contribuables européens qui finançons donc cet appui budgétaire, exiger de l'UE la redevabilité, la transparence et une évaluation de l'impact de cette aide qu'elle demande à nos partenaires des organisations de la société civile haïtienne (OSC) d'exiger de leur côté.

Il est clair que l'UE fait preuve d'une timidité excessive sur ce plan. Et ceci est d'autant plus inacceptable depuis la création, en 2010, du Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) branche de la politique étrangère européenne dirigée par Catherine Ashton, dont la DG DEVCO fait maintenant partie. La DG DEVCO est maintenant un instrument politique. Mais qui bénéficiera de la force de levier qu'il représente : les puissants ou les pauvres ?

Le sens restreint accordé à la notion de sécurité dans le cadre du mandat du SEAE et la définition très large des intérêts de la politique étrangère de l'UE (se résumant à ses propres intérêts politico-

économiques) a mené de nombreux observateurs de l'UE à accuser le SEAE de marginaliser l'éradication de la pauvreté, prouvant par là même une grave incapacité à intégrer une politique de développement à son programme.

Les discussions qu'a eues le HSG à la délégation de l'UE à Port-au-Prince en avril sont très claires : la notion de sécurité en Haïti se résume pour le moment à la « stabilité politique. » Conséquence : c'est le statu quo qui règne, littéralement.

« Comme vous le savez, ce pays est gouverné par des réseaux, non par des ministres, » affirme João De Santana, le Chef des Opérations à la Délégation de l'UE en Haïti. « Vous ne savez jamais à qui vous parlez. Dès que vous pensez avoir une situation en main, elle vous glisse entre les doigts »

Et de fait. Mais c'est précisément et essentiellement parce que personne n'a réussi à identifier ces réseaux pour remettre leur pouvoir en question, et que concessions et contrats les ont en outre souvent même renforcés, qu'aucun réel changement n'a eu lieu en Haïti depuis des décennies. Là où il fallait dédain et confrontation, ce sont complicité et cooptation avec ceux qui s'opposent au moindre changement en faveur des pauvres qui ont trop longtemps prévalu.

« Je trouve que l'Union européenne est bien trop timide lorsqu'il s'agit de faire pression sur les gouvernements... » dit le MPE néerlandais Thijs Berman, Rapporteur Spécial de l'ICD, responsable des grandes lignes du budget de l'UE pour le développement. « Où est l'UE ? Où est Catherine Ashton frappant du point sur la table... ? »

Des plaintes : oui. Le changement : pas sûr ?

Ces plaintes émanant des MPE, des OSC et des gouvernements bénéficiaires ont suscité un vif débat, au sein de la CE, sur l'efficacité de l'aide – débat qui a culminé avec la proposition d'un nouveau cadre pour la politique de développement postérieure à 2014. Une Communication de la Commission, intitulée *Accroître l'impact de la politique de développement de l'Union européenne: un programme pour le changement*, en dit long sur l'évaluation de l'UE de ses propres performances jusqu'à ce jour. « Le titre n'a pas été choisi par hasard, » note Piebals.

Ce document mentionne tout ce qu'il faut. Il réitère l'importance d'adopter une approche basée sur les droits aux besoins de base, promouvant le droit à l'accès aux services de base. L'importance de la participation, de la transparence et de la redevabilité y sont toutes citées. « La promotion des droits de l'homme, de la démocratie, de l'état de droit et de la bonne gouvernance, ainsi qu'une croissance économique inclusive et durable

sont les deux piliers de notre politique... ils se renforcent mutuellement. » La société civile, chargée de réaliser tout ceci, occupe maintenant le devant de la scène (voir encart).

Le *Programme pour le Changement* s'est vu renforcer par une nouvelle proposition sur le Futur de l'Appui Budgétaire. Se distançant de l'approche excessivement générique tant critiquée jusqu'à présent, elle introduit le concept de Contrat d'Appui Budgétaire « différencié », appliquant, afin de maximiser l'impact sur le terrain, une approche dynamique de l'éligibilité basée sur le « sur mesures ».

Dans les mois qui viennent, la délégation en Haïti examinera le Plan Stratégique National tant attendu du gouvernement haïtien pour vérifier si les plans pour la réduction de la pauvreté et l'investissement public sont suffisamment compatibles avec les nouvelles politiques européennes. Le processus inclura des négociations sur la sélection de trois secteurs prioritaires pour les dépenses de l'UE liées au développement à partir de janvier 2014.

Toutes ces initiatives représentent la plus grande opportunité pour un véritable changement dans la politique de développement de l'UE en Haïti depuis des décennies. Nous sommes persuadés qu'une agriculture de subsistance durable, et à petite échelle est le moyen le plus efficace de stimuler la sécurité alimentaire, la création d'emplois, de restaurer l'environnement haïtien et surtout de réduire la pauvreté, en particulier dans les zones rurales où le niveau est le plus extrême. Ce secteur pourrait et devrait devenir l'une des trois priorités de financement de l'UE.

Le gouvernement haïtien, qui a lui-même augmenté le budget consacré à l'agriculture à 5,6% du budget actuel (les experts recommandent le double), semble, peut-être, finalement prêt. Price Pady a déclaré aux MPE venus le voir en février qu'une agriculture durable était l'une des priorités du gouvernement jusqu'alors insuffisamment subventionnées par l'UE. « Honnêtement, les dépenses sont mal alignées » a-t-il confirmé au HSG.

Les 12 prochains mois offriront une opportunité à ne pas manquer de rectifier la situation et de s'assurer que les promesses de l'UE sur la pauvreté et les pauvres se concrétisent. Pour reprendre un proverbe haïtien sur la constitution, le *Programme pour le changement* et tout le reste, ce n'est que papier – mettre ces mots en pratique requerra une volonté de fer.

L'UE n'a, jusqu'à présent, guère fait preuve d'une telle volonté, mais nous gardons espoir, et les Haïtiens aussi. Nous attendons, et les Haïtiens aussi. ■